

Gwenaëlle PERRIER

Maitresse de conférences en science politique

Université de Paris 13 – Villetaneuse

Membre de l'institut de droit public, sciences politiques et sociales (IDPS)

Chercheuse associée au Laboratoire interdisciplinaire pour la sociologie économique (LISE) /
CNAM, et accueillie en délégation CNRS pour les années 2019-2020 et 2020-2021

**Qualifiée aux fonctions de maître de conférences en sections 04 (Science politique)
et 19 (Sociologie, Démographie)**

Août 2020

TABLE DES MATIERES

RESUME DU DOSSIER	3
CURRICULUM VITAE	4
SITUATION PROFESSIONNELLE	4
CURSUS, TITRES ET RECONNAISSANCES UNIVERSITAIRES	4
LANGUES	5
PRESENTATION SUCCINCTE DES RECHERCHE PASSÉES ET EN COURS	6
PUBLICATIONS	10
COMMUNICATIONS	14
ANIMATION DE LA RECHERCHE	18
ACTIVITÉS DE RECHERCHE DIVERSES	21
RESPONSABILITÉS SCIENTIFIQUES DIVERSES – RÉGULIÈRES OU OCCASIONNELLES	22
RESPONSABILITÉS PROFESSIONNELLES	23
FORMATIONS	23
BOURSES ET SÉJOURS DE RECHERCHE À L'ÉTRANGER	24
ENSEIGNEMENTS ET RESPONSABILITÉS PÉDAGOGIQUES	24
VALORISATION DE LA RECHERCHE HORS DU CHAMP ACADÉMIQUE	26

RESUME DU DOSSIER

Gwenaëlle Perrier

Née le 25 novembre 1978 à Mont-Saint-Aignan (76)

Maitresse de conférences en science politique

Chercheuse au Centre de recherche sur l'action locale (CERAL)

Chercheuse associée au Laboratoire interdisciplinaire pour la sociologie économique (LISE/CNAM)

SITUATION PROFESSIONNELLE

2019-2021 : Accueillie en délégation CNRS au LISE/CNAM

Depuis sept. 2012 : Maitresse de conférence en science politique à l'Université Paris 13 Sorbonne Paris Cité

2012 : Qualification par le CNU section 19

2011 : Qualification par le CNU section 04

2010 : Doctorat en science politique à l'IEP de Paris

PRINCIPALES RESPONSABILITES ACTUELLES

Animation de la recherche

Membre du comité de rédaction de la revue *Cahiers du genre* (depuis 2018)

Correspondante pour l'IDPS à l'institut du genre (groupement d'intérêt scientifique)

Membre du jury des bourses de recherche sur les études de genre de la Mairie de Paris

Enseignements

Responsable du Master 1 Politique et action publique (PAP) au sein de l'UFR DSPPS depuis 2014

Direction de 28 mémoires de master 1 PAP et master 2 CEPP depuis 2012

Participation aux jurys de licence 3 et de masters 1 et 2 depuis 2010

THEMES DE RECHERCHE

Politiques publiques et (dé)construction du genre

Politiques de promotion de l'égalité de genre

Genre et politiques publiques de l'emploi

Politiques de lutte contre les violences faites aux femmes

Genre et collectivités territoriales

Comparaisons franco-allemandes des politiques de promotion de l'égalité de genre

PRINCIPAUX ENSEIGNEMENTS ACTUELS

« Sociologie du genre » (CM, 33h), Licence 3 de science politique

« Politiques de lutte contre l'exclusion et les discriminations » (CM, 21h), Master 2

Conduire et évaluer les politiques publiques

« Analyse de l'action publique » (CM, 33h), Licence 3 de science politique

« Transformations contemporaines des politiques publiques » (TD, 15h), Master 1 Politique et Action publique.

« Politiques sociales » (CM, 21h et TD, 13,5h), Master 1 Politique et action publique

CURRICULUM VITAE

Gwenaëlle PERRIER

Née le 25 novembre 1978 à Mont-Saint-Aignan (76)

Situation personnelle : 2 enfants

Adresse électronique : perriergwen@yahoo.fr

Adresse professionnelle

Université de Paris 13 – UFR Droit, Sciences Politiques et Sociales – bureau J 215

Université Paris 13, Sorbonne Paris Cité

99 avenue J.-B. Clément

93 430 Villetaneuse

Adresse personnelle

9, rue de l'Indre – 75020-Paris

SITUATION PROFESSIONNELLE

Septembre 2020- Août 2021 : **Renouvellement du poste en délégation au CNRS**, au LISE (laboratoire interdisciplinaire pour la sociologie économique) / CNAM

Septembre 2019- Août 2020 : **Poste en délégation au CNRS**, au LISE (laboratoire interdisciplinaire pour la sociologie économique) / CNAM

Depuis septembre 2012 :

- **maîtresse de conférences en science politique** à l'Université Paris 13
- membre du Centre de recherche sur l'action locale (CERAL) de l'Université Paris 13
- chercheuse associée au Laboratoire interdisciplinaire pour la sociologie économique (LISE) au Conservatoire national des arts et métiers (CNAM)

2011-2012 : Post-doctorat à temps plein au CERAL (université de Paris 13), dans le cadre du projet de recherche coordonné par Pierre-Yves Baudot et intitulé : « Les maisons départementales des personnes handicapées : un guichet unique à entrées multiples »

2010-2011 : Post-doctorat (à 4/5 de temps) au LISE (CNAM), dans le cadre du projet de recherche franco-allemand ANR/DFG (*Deutsche Forschungsgesellschaft*) intitulé « Marianne, les métamorphoses de l'égalité », coordonné par Isabelle Berrebi-Hoffmann et Michel Lallement

2008-2010 : Attachée temporaire d'enseignement et de recherche (ATER) à mi-temps à la Faculté de sciences juridiques, politiques et sociales de l'université de Lille 2

CURSUS, TITRES ET RECONNAISSANCES UNIVERSITAIRES

Qualifications aux fonctions de maîtresse de conférences

Mars 2011 : qualification en science politique (section 04)

Février 2012 : qualification en sociologie (section 19)

Doctorat en science politique, spécialité sociologie politique et politiques publiques

Titre : « Intégrer l'égalité entre les hommes et les femmes dans la mise en œuvre des politiques de l'emploi : une comparaison entre Berlin et la Seine-Saint-Denis », soutenue le 30 juin 2010 à l'IEP de Paris.

Mention très honorable avec les félicitations du jury à l'unanimité.

Membres du jury :

- Silke Bothfeld, Professeure en science politique, université de Brême (rapporteuse)
- Vincent Dubois, Professeur en science politique, IEP de Strasbourg (rapporteur)
- Christine Erhel, Maîtresse de conférences en économie, université de Paris I Panthéon-Sorbonne
- Olivier Giraud, Chargé de recherche au CNRS en science politique, Centre Marc Bloch de Berlin
- Marie-Thérèse Letablier, Directrice de recherche au CNRS en sociologie, université Paris I Panthéon-Sorbonne (présidente du jury)
- Pierre Muller, Directeur de recherche au CNRS en science politique, Centre d'études européennes de Sciences po (directeur de thèse)

Campagne de recrutement MCF 2011 et 2012

Sélectionnée par les comités de sélection pour une **audition en science politique** dans les universités de Paris Dauphine (classée 5^{ème}), Nantes, Avignon (classée 3^{ème}), Paris 13 (classée 1^{ère}), Besançon (audition non effectuée) **et en sociologie** dans les universités de Toulouse 2 (classée 3^{ème}) et de Paris Dauphine.

Formation antérieure

2000-2003

IEP de Paris – Freie Universität Berlin (université libre de Berlin), Otto-Suhr Institut für Politikwissenschaft (institut de science politique Otto-Suhr)

Double diplôme franco-allemand en sciences politiques et sociales (obtention des deux diplômes) – 3 semestres d'étude à Paris, 3 semestres d'étude à Berlin

Majeure à l'IEP : Métiers de l'Europe

Mémoire de diplôme allemand (Diplomarbeit – équivalent de DEA) : „Die Gender Mainstreaming Politik der Europäischen Union : eine Zwischenbilanz“, (« La politique de gender mainstreaming de l'Union européenne : un bilan à mi-parcours ») sous la direction de Peter Grottian, professeur en science politique.

1999-2000

Université de Paris III, La Sorbonne Nouvelle – UFR d'allemand

Maîtrise d'allemand (langue, culture et civilisation étrangère), Mention très bien

LANGUES

Français : langue maternelle

Allemand : courant

Anglais : lu, écrit, parlé (bon niveau)

Espagnol : lu, parlé

La diffusion du langage non sexiste dans les manuels scolaires en France et en Allemagne : controverses, mobilisations collectives, régulations institutionnelles – projet de recherche franco-allemand dirigé par Jutta Hergenhan (équipe de recherche franco-allemande)

Cette recherche, qui a débuté à l'été 2019, entend explorer la promotion, les usages et les résistances à un langage non sexiste dans les manuels scolaires en France et en Allemagne depuis quelques années. Elle souhaite identifier les acteurs et actrices (dans les milieux éditorial, scolaire, politique et militant) qui promeuvent le langage non sexiste dans les manuels scolaires, les (non) usages qui en sont faits par les enseignant·es et les résistances à la diffusion de ce langage, dans une perspective comparée entre la France et l'Allemagne. Ce projet de recherche réunit des politistes, des sociologues français·es et allemandes, et des chercheuses allemandes en didactique des langues et de la science politique.

L'institutionnalisation des politiques d'égalité des sexes dans les collectivités territoriales en France : contexte, trajectoires et coopérations territoriales – recherche menée seule

Cette recherche, débutée en mai 2016, et qui (a) fait l'objet de deux communications dans des colloques et de deux chapitres d'ouvrage en cours de publication, analyse le processus d'institutionnalisation de la cause des femmes au niveau territorial enclenché en France depuis le début des années 2000 (en mairies, ainsi qu'au sein de divers conseils départementaux et conseils régionaux), à partir de trois angles : celui du contexte (institutionnel et politique) de la promotion institutionnelle de cette cause au niveau local, celui des trajectoires (professionnelles et militantes) des chargé·es de mission et des élu·es qui portent cette politique au niveau local, et celui de son inscription dans un réseau local pour le cas de la lutte contre les violences faites aux femmes (qui constitue un axe d'intervention important de cette politique dans toutes les collectivités au sein desquelles nous enquêtons).

Le premier axe de la recherche s'intéresse à la façon dont le processus d'institutionnalisation de la politique d'égalité des sexes au sein de nombreuses collectivités territoriales françaises se situe à la croisée de plusieurs dynamiques institutionnelles et politiques : celle de décentralisation, d'une part, qui tend à conférer aux collectivités territoriales des responsabilités et une visibilité politiques nouvelles, mais qui s'effectue dans un contexte de pression budgétaire accrue sur les collectivités ; celle de l'institutionnalisation de la cause des femmes comme résultat à la fois d'une « socialisation croissante des agents locaux aux impératifs de la gouvernance européenne » (Weisbein, 2011) et d'une conformation stratégique des collectivités locales à la *grammaire* du genre européenne ; celle de la montée en puissance de femmes en politique, en particulier au niveau local (mairies, conseils régionaux), à la faveur de la mise en œuvre des lois paritaires depuis 2000.

Le deuxième axe de ce travail propose une sociologie croisée des personnels administratif·ves et politiques en charge de la politique d'égalité des sexes au niveau local. Un tel regard est assez peu courant dans la littérature de science politique, qui porte en général soit sur le personnel politique, soit sur le personnel administratif. La

spécificité du secteur de l'égalité, généralement minoritaire, voire marginal, au sein des institutions (Jacquot, 2014 ; Revillard, 2016), invite à cet angle d'analyse.

Le troisième axe (peu développé encore à ce jour) entend analyser l'institutionnalisation au niveau local de la politique de lutte contre les violences faites aux femmes. Cette politique fait l'objet d'un regain d'attention de la part des pouvoirs publics européens et national depuis le début des années 2000. Cette recherche interroge l'inscription de cette politique dans un réseau local de lutte contre les violences faites aux femmes, au sein duquel travaillent des représentant·es de l'Etat, des actrices associatives.

Former aux violences conjugales : impulsions nationales, réappropriations locales

Cette recherche s'inscrit dans un projet international porté par Amy Mazur, professeure de science politique à la *Washington State University* et chercheuse associée au centre d'études européennes de l'IEP de Paris, et intitulé « gender equality policy in practice » (GEPP - <http://www.csbppl.com/gepp/>). Elle est menée depuis septembre 2016 en collaboration avec Pauline Delage, sociologue au CNRS.

Cette recherche s'intéresse à la question de la formation des acteurs impliqués dans la prise en charge des victimes de violence conjugale. La formation est devenue une dimension centrale de la politique de lutte contre les violences faites aux femmes en France depuis les années 2000. Elle est à la fois une composante des politiques de prévention des violences et de la coordination des différents acteurs impliqués dans l'action publique contre les violences.

Cette recherche vise à comprendre comment la question de la violence conjugale, qui domine l'action publique contre les violences faites aux femmes, est définie dans le cadre d'une politique nationale et comprise et réappropriée sur deux territoires locaux de la région parisienne et de la région PACA, par les acteurs qui s'en saisissent à travers les dispositifs de formation mis en place : est-elle envisagée comme un problème lié au genre ? Quels liens sont effectués entre violence conjugale et d'autres formes d'inégalités ? Quels outils théoriques (psychologiques, juridiques, sociologiques etc.) sont mobilisés ?

Pour ce faire, elle s'inscrit dans une analyse multi-niveaux, qui étudie d'une part le cadrage de la politique de formation. Il s'agit de cartographier les acteurs et institutions investis dans la formation (Qui a le monopole de la formation sur les violences conjugales ? Quelle place les associations héritières des mouvements féministes et les chargées de mission égalité ont-elles ? En quoi la lutte pour le monopole reflète-t-il des luttes définitionnelles autour du problème public ?) et d'analyser les préconisations au niveau national, en étudiant les plans globaux et les évaluations qui ont été produites. D'autre part, par une analyse centrée sur le niveau local, il s'agit d'articuler l'analyse du contenu des formations et celle de leur réception (qui sont les acteurs formés ? dans quel cadre ? etc.) sur deux territoires de la région parisienne et de la région PACA.

Cette recherche a donné lieu à deux communications, ainsi qu'à un article dans la revue *French politics and society*.

La prise en charge institutionnelle des femmes sans domicile en Ile-de-France – recherche menée avec une collègue sociologue

Cette recherche, menée (essentiellement en 2014 et 2015) avec Marie Loison, MCF en sociologie à l'université de Paris 13, s'intéresse à la prise en charge, par des

institutions spécialisées sur les personnes sans domicile et/ou par des associations spécialisées sur la lutte contre les violences faites aux femmes, des femmes sans domicile. Elle interroge la place de la thématique des violences de genre dans cette prise en charge, et le cloisonnement relatif, sur un même territoire, entre deux secteurs d'action publique : celui de la lutte contre les exclusions et celui de la lutte contre les violences faites aux femmes. Ce cloisonnement relatif tend à renforcer l'invisibilité du problème des violences de genre auxquelles sont surexposées les femmes sans domicile.

Cette recherche a donné lieu à deux communications, à un chapitre d'ouvrage, et à un article paru dans la revue *Déviance et société*, ainsi qu'à un article dans *Lien social*.

Les maisons départementales des personnes handicapées : un « guichet unique » à entrées multiples - post-doctorat

J'ai participé, dans le cadre d'un contrat post-doctoral, au projet de recherche « Les maisons départementales des personnes handicapées (MDPH) : un "guichet unique" à entrées multiples », financé par la Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie (CNSA), coordonné par Pierre-Yves Baudot (politiste), avec la participation de sociologues (Anne Revillard, Nicolas Duvoux, Aude Lejeune). Il s'intéressait à la mise en œuvre des politiques du handicap et interrogeait la politique d'accès aux droits des personnes handicapées. Il analysait plus spécifiquement l'institutionnalisation des Maisons Départementales des Personnes Handicapées en France sous deux angles en particulier : celui de l'inscription institutionnelle des MDPH dans leur environnement institutionnel local et celui de l'organisation interne de ces institutions et de la coordination d'acteurs aux identités professionnelles distinctes. Centré sur les acteurs qui participent aux politiques du handicap, il portait sur plusieurs départements français et s'inscrivait dans une approche comparée.

Mon travail dans cette recherche de nature comparative consistait à réaliser une enquête empirique à partir d'observations ethnographiques au sein de différentes MDPH et à participer à la production du rapport final à destination de la CNSA.

Cette recherche a fait l'objet d'une publication dans la revue *Terrain et travaux*, ainsi que d'une contribution au rapport final rendu à la CNSA.

« Marianne – les métamorphoses de l'égalité – la construction sociologique du genre en France et en Allemagne » - post-doctorat

J'ai collaboré, dans le cadre d'un contrat post-doctoral, au projet de recherche franco-allemand « Marianne – les métamorphoses de l'égalité – la construction sociologique du genre en France et en Allemagne », financé par l'Agence Nationale de la Recherche (ANR) et la *Deutsche Forschungsgemeinschaft* (DFG), et coordonné par Michel Lallement (LISE/CNAM/CNRS), Isabelle Berrebi-Hoffmann (LISE/CNAM/CNRS) et Theresa Wobbe (chaire de sociologie du genre, université de Potsdam).

Ce projet de recherche réunissait des sociologues français-es et allemand-es spécialistes du genre ; il a permis d'analyser, dans une approche comparée centrée sur l'histoire des idées, les modes de construction de la catégorie de genre (*Geschlecht*) dans le discours sociologique « classique » en France et en Allemagne (1890-1933). Il comprenait deux axes : une lecture critique des textes de sociologie en interrogeant les discours sur les femmes et les relations de genre portés par ces textes, et la traduction en français d'un

ouvrage de Marianne Weber sur des questions relatives aux droits des femmes et à la place des femmes (essentiellement dans la société allemande) au tournant du siècle dernier.

Mon travail dans ce projet en tant que « chargée de projet en langues étrangères » de recherche a consisté à traduire, en collaboration avec une collègue sociologue et germaniste, les différents chapitres d'un ouvrage de Marianne Weber intitulé *Frauenfragen und Frauengedanken* (« Questions de femmes et pensées de femmes »).

Cette recherche a fait l'objet de trois publications collectives (un chapitre d'ouvrage, et deux articles dans la *Revue française de science politique* et dans *Sociologie*).

Intégrer l'égalité entre les hommes et les femmes dans la mise en œuvre des politiques de l'emploi - Une comparaison entre Berlin et la Seine-Saint-Denis - thèse de doctorat en science politique

Ma thèse s'intéressait à la place de l'objectif d'égalité entre hommes et femmes dans la mise en œuvre des politiques de l'emploi, à travers une étude comparative entre la Seine-Saint-Denis et Berlin. Elle présente une triple spécificité : d'une part, elle adopte une perspective d'analyse des politiques publiques, renouvelant ainsi les questionnements, essentiellement sociologiques et économiques, sur les inégalités de genre dans l'emploi. D'autre part, ce travail est centré sur la mise en œuvre de l'action publique, au niveau local, ce qui permet de décentrer la focale par rapport au niveau de l'élaboration des politiques, souvent au cœur des recherches sur l'action publique. Enfin, cette thèse, centrée sur les acteurs de politiques publiques, vient compléter les quelques travaux existant sur la place du genre dans les orientations normatives des politiques de l'emploi. Inscrite dans une perspective institutionnaliste centrée sur les acteurs, elle prend appui sur l'analyse de la littérature grise du secteur de l'emploi, ainsi que sur la réalisation de 124 entretiens semi-directifs auprès d'acteurs et actrices en charge des politiques de l'emploi ou en charge des droits des femmes – essentiellement au niveau local. Elle identifie les modes d'opérationnalisation de l'objectif d'égalité et les freins à sa prise en compte dans la mise en œuvre des politiques d'emploi en direction des chômeurs de longue durée. Dans la lignée de la politique communautaire de *gender mainstreaming* et de son application au domaine de l'emploi, une stratégie de sensibilisation à l'égalité destinée aux intermédiaires de l'emploi a été mise en place à Berlin et en Seine-Saint-Denis. L'objectif d'égalité se décline aussi par des actions ciblées sur des demandeuses d'emploi rencontrant des difficultés spécifiques d'accès à l'emploi, pouvant induire une position infériorisée sur le marché du travail. En dépit de ces initiatives, l'égalité reste un objectif peu légitime et peu opérationnalisé. Différents types de contraintes contribuent à expliquer ceci. D'une part, les intermédiaires de l'emploi ont peu connaissance des inégalités hommes-femmes dans l'emploi, la notion d'égalité reste relativement indéfinie pour eux. D'autre part, une série de contraintes institutionnelles propres au secteur de l'emploi, notamment la centralité de l'objectif de retour rapide sur le marché du travail, rendent difficile l'intégration d'une stratégie de promotion de l'égalité.

Ma thèse a fait l'objet de plusieurs publications, dans des revues (*Allemagne aujourd'hui*, *Politix*, *Revue internationale de politique comparée*, *Lien social et politiques*, *Cahiers du genre*, *Politiques européennes*, *Tr@jectoires*, et des ouvrages collectifs (cf publications).

PUBLICATIONS

Ouvrage

1. *Gender Mainstreaming in einer lokalen Politik – Analyse der AkteurInnenstrategien* (« *Le Gender Mainstreaming dans une politique locale : analyse des stratégies d'acteurs* »). Publication du *Diplomarbeit* allemand (équivalent de DEA) – 2007, éditions VDM Verlag Dr. Müller, (Sarrebruck).

Direction d'ouvrage collectif et de dossiers dans des revues

1. « Injonctions modernisatrices », avec Eléonor Breton, *Politix*, 2018, n°124.
2. « Genre, langue et politique. Le langage non sexiste en débat », avec Marie Loison-Leruste, coordination d'un numéro des *Cahiers du genre*, à paraître en 2020.

Projets acceptés, en cours de réalisation

3. *La protection sociale et les solidarités comme action publique*, avec Olivier Giraud, direction d'ouvrage collectif.

Articles dans des revues à comité de lecture

1. « Cross-sectoral training to reduce violence against women: A new feminist opportunity? », avec Pauline Delage, *French Politics, Culture and Society*, vol. 18, n°1-2, 2020, p. 111-131.
2. « Les trajectoires des femmes sans domicile dans une perspective de genre : entre vulnérabilité et protection », avec Marie Loison-Leruste, *Déviance et société*, n°1, 2019, p. 77-110.
3. « Politique des mots d'ordre réformateurs. Le travail administratif face aux injonctions modernisatrices de l'État », avec Eléonor Breton, introduction au dossier « Injonctions modernisatrices », *Politix*, n°124, 2018, p. 9-32.
4. « La politique d'égalité des sexes de l'Union européenne. Portée et limites de l'égalité pour le marché », *Revue des politiques sociales et familiales*, n°126, 2018, p. 63-73.
5. « La promotion de l'emploi des femmes, nouvel objectif des politiques d'emploi allemandes ? Des réformes en trompe l'œil », *Allemagne d'aujourd'hui*, n°218, décembre 2016, p. 52-68.
6. « Marianne Weber et la femme nouvelle », Traduction et commentaire d'un texte de Marianne Weber (1919), avec Michèle Dupré, Isabelle Berrebi-Hoffmann et Michel Lallement, *Socio*, dossier « Crépuscules de l'intime », 2016, n°7, p. 119-139.
7. « L'objectif d'égalité des sexes dans la mise en œuvre des politiques d'emploi à Berlin. De la diffusion professionnelle aux difficiles réappropriations profanes de l'égalité », *Politix*, dossier thématique sur les « appropriations ordinaires des idées féministes », n°9, 2015, p. 111-133.
8. « L'objectif d'égalité des sexes dans la mise en œuvre des politiques d'emploi en Seine-Saint-Denis et à Berlin : entre prescriptions communautaires, dynamiques nationales et initiatives locales », *Revue internationale de politique comparée*, vol. 21, n°3, 2014, p. 111-136.
9. « Les formes de travail parlementaires. Une causerie », Traduction et commentaire d'un texte de Marianne Weber (1919), avec Isabelle Berrebi-Hoffmann, Michèle

Dupré et Michel Lallement, *Revue française de science politique*, vol. 64, n°3, 2014, p. 459-478.

10. « "Mettre l'utilisateur au cœur du dispositif" ? Regards croisés sur quatre maisons départementales des personnes handicapées », *Terrains et travaux*, dossier thématique sur les politiques du handicap, n°23, 2013, p. 93-112.
11. « Le *gender mainstreaming*, entre objectivation institutionnelle et apprentissage de l'égalité », *Lien social et politiques*, dossier thématique sur « Les politiques de genre : quel genre de politiques ? », n°69, 2013, p. 35-51.
12. « La mise en œuvre du *gender mainstreaming* dans les politiques locales de l'emploi : l'exemple du Fonds social européen en Ile de France », avec Marie-Thérèse Letablier, *Cahiers du genre*, dossier thématique sur le *gender mainstreaming*, n°44, 2008, p. 165-184.
13. « La mise à l'épreuve d'une nouvelle catégorie d'action publique dans la mise en œuvre des politiques de l'emploi : l'intégration du critère du genre dans les projets du Fonds Social Européen », [Tr@jectoire](#), (Revue électronique du CIERA), contribution à un dossier thématique sur « masculin-féminin / männlich-weiblich », n°1, novembre 2007.
14. « Genre et application du concept de *gender mainstreaming* : étude de cas dans la mise en œuvre du Fonds Social Européen en Île-de-France et à Berlin depuis 2000 », *Politique Européenne*, n° 20, automne 2006, contribution à un dossier thématique sur « Genre et action publique en Europe », p. 55-73.

Autres articles

1. « Entre injonctions communautaires et dynamiques locales : l'objectif d'égalité entre les sexes dans les politiques d'insertion professionnelle à Berlin et en Seine-Saint-Denis », *Cahiers du LISE*, n° 5, 2011.
2. « Les PLIE : contraintes de résultat et risques d'éviction », *Connaissance de l'emploi*, n°87, décembre 2011.
3. « (Re)penser les pratiques au prisme du genre », avec Marie Loison-Leruste, entretien accordé à *Lien social*, n°1257, septembre 2019, p. 23-24.
4. « La longue marche des politiques publiques en faveur de l'égalité », entretien accordé à la revue, *Place publique*, Nantes - Saint-Nazaire, Revue urbaine, printemps 2020, n°74, dossier sur « Ces femmes qui font tourner la ville », p. 4-7.

Contributions à des ouvrages collectifs

1. « L'objectif d'égalité des sexes dans les collectivités territoriales françaises, entre *policies* et *politics*, ou l'ambivalente institutionnalisation de la lutte contre les inégalités », in Dussuet, Annie (dir.), *Vers l'égalité femmes-hommes au travail. Quels obstacles ? Quelles politiques publiques ?*, Presses universitaires de Rennes, à paraître.
2. « Genre et politiques publiques » (chapitre en cours de traduction en portugais), in Hassenteufel Patrick, Porto de Oliveira Osmany, de Lima Caldas Eduardo, Massardier Gilles et Surel Yves (dir.), *Sociologia Política da Ação Pública: Teorias, abordagens e conceitos*, Escola Nacional de Administração Pública, à paraître (2020).

3. « L'égalité des sexes et les collectivités locales. Présentation du contexte », in Le Bris, Catherine (dir.), *Les droits de l'homme à l'épreuve du local*, Paris, éditions Mare et Martin, à paraître en 2020, p. 175-192.
4. « Du *gender mainstreaming* communautaire à sa mise en œuvre dans les politiques d'emploi à Berlin et en Seine-Saint-Denis : les tribulations de l'objectif d'égalité des sexes », in Briatte, Anne-Laure, Gubin, Eliane, Thébaud Françoise, *L'Europe, une chance pour les femmes? Le genre de l'intégration européenne*, Editions de la Sorbonne, Paris, 2019, p. 227-238.
5. « L'accès à l'autonomie des femmes sans domicile victimes de violence : (im)pensé(e)s et pratiques », avec Marie Loison-Leruste, in Rist, Barbara, Rouxel, Sylvie, *Tous autonomes? Autonomie, dépendance, interdépendance*, Paris, Presses Universitaires du Septentrion, 2018, p. 129-145.
6. « European Union policy on gender equality : The scope and limits of equality in the single market », in Rio, Cédric, Carmo, Renato, Medgyesi, Marton (dir.), *Reducing inequalities: a challenge for the European Union?*, Palgrave Macmillan, 2018, p. 149-159.
7. « Pourquoi les politiques publiques ont toutes quelque chose en elles de très genré », avec Isabelle Engeli, in Boussagnet, Laurie, Jacquot, Sophie, Muller, Pierre, Ravinet, Pauline, *Une french touch dans l'analyse des politiques publiques ?*, Paris, Presses de Sciences po, 2015, p. 349-375.
8. « Féminisme », in Hervouët, François, Mbongo, Pascal et Santulli, Carlo (dir.), *Dictionnaire encyclopédique de l'État*, 2015, Lextenso-PUJP, 2014, p. 435-439.
9. « Genre », in Hervouët, François, Mbongo, Pascal et Santulli, Carlo (dir.), *Dictionnaire encyclopédique de l'État*, 2015, Lextenso-PUJP, 2014, p. 469-474.
10. « Genre et politiques publiques / politiques du genre », in Achin, Catherine, Bereni, Laure, *Dictionnaire genre & science politique - Concepts, objets, problèmes*, Paris, Presses de Sciences po, 2013.
11. „Marianne Webers Essays ins Französische übersetzen : Eine Forschungsnotiz“, In Wobbe, Theresa, Berrebi Hoffmann, Isabelle, Lallement, Michel, *Die gesellschaftliche Verortung des Geschlechts. Diskurse der Differenz in der deutschen und französischen Soziologie um 1900*, Campus, Francfort sur le Main / New York, 2011, p. 287-308 (avec Michèle Dupré).
12. « Les politiques de conciliation de l'Union européenne : dépassement ou déplacement de la dichotomie genrée public-privé ? », avec Alexandra Jönsson, in Sénac-Slawinski, Réjane, Muller, Pierre (dir.), *Genre et action publique : la frontière public-privé en questions*, L'Harmattan, « Logiques politiques », Paris, 2009, p. 57-99.
13. „Vereinbarkeit von Beruf und Kindern für Französisinnen mit niedriger Qualifikation und geringen Einkünften. Fallstudie in der Region Ile-de-France“ (« Concilier travail et enfants pour les Françaises faiblement qualifiées et aux faibles revenus : une étude de cas dans la région Ile-de-France »), in Kaselitz, Verena, Ziegler, Petra (dir.), *Gleichstellung in der erweiterten Europäischen Union*, Peter Lang Verlag, Francfort sur le Main, 2008, p. 113-122.

En cours d'évaluation:

14. « Les politiques sociales au prisme du genre », avec Sandrine Dauphin, pour *La protection sociale et les solidarités comme action publique*.
15. « Les approches des politiques sociales centrées sur la mise en œuvre », avec Clémence Ledoux pour *La protection sociale et les solidarités comme action publique*.

Compte-rendu de journée d'étude

1. « Focus – La fabrique des droits sociaux individualisés », avec Marie Loison-Leruste, *Informations sociales*, 2013, n°178, p. 124-127.

Recensions d'ouvrages et note critique

Pour la Revue française de science politique :

1. Isabelle Berrebi-Hoffmann (dir.), *Politiques de l'intime. Des utopies sociales d'hier aux mondes du travail aujourd'hui*, Paris : La découverte, 2009, 288 p. – RFSP 2011, vol. 61, n°5.

2. Barbara Lucas, Thanh-Huyen Ballmer-Cao, *Les nouvelles frontières du genre. La division public/privé en question*, Paris : L'Harmattan, 2010, 266 p. – RFSP 2011, vol. 61, n° 5.

3. Lisa Vanhala. *Making Disability Rights a Reality ? Disability Rights Activists and Legal Mobilization in Canada and the United Kingdom*, Cambridge : Cambridge University Press, 2011, 293 p. – RFSP février 2013, vol. 63, n°1.

4. Jutta Jacob, Swantje Köbsell, Eske Wollrad, *Gendering disability : intersektionale Aspekte von Behinderung und Geschlecht*, Bielefeld, transcript, 2010, 240 p. – RFSP 2013, vol. 63, n°2.

5. Myra Marx Ferree, *Varieties of Feminism : German Gender Politics in Global Perspective*. Stanford university press, Stanford – Californie, 2012 – RFSP 2014, vol. 64, n°6.

6. Lecture critique de Alain Bihr, Roland Pfefferkorn, *Dictionnaire des inégalités*, Paris, Armand Colin, 2014, 441 p. : « Comment penser les inégalités aujourd'hui ? Apports et limites du Dictionnaire des inégalités » – RFSP 2016, vol. 66, n°2, p. 322-327. – 12.000 signes

7. Pierre-Yves-Baudot, Anne Revillard (dir.), *L'Etat des droits. Politique des droits et pratiques des institutions*. Paris, Presses de Science Po, 2015 – RFSP 2016, vol. 66, n°3-4 – 11.000 signes.

Pour les Cahiers du genre :

8. Nolwenn Weiler, Audrey Guiller, *Le viol, un crime presque ordinaire*, Paris, Le cherche midi, 2011, 173 p. - CdG, 2012, n°53 – 8.000 signes.

9. Elisa Herman, *Lutter contre les violences conjugales. Féminisme, travail social, politique publique*, Presses universitaires de Rennes, 2016- CdG, 2018, n°64 – 9.000 signes

Pour Travail et emploi

10. Note critique de Jean-Christophe Defraigne, Jean-Luc De Meulemeester, Denis Duez et Yannick Vanderborcht (dir.), *Les modèles sociaux en Europe. Quel avenir face à la crise ?*, Editions Bruylant, Bruxelles, 2013 – 2014, n°138, 12.000 signes

11. Catherine Marry, Laure Bereni, Alban Jacquemart, Sophie Pochic, Anne Revillard, *Le plafond de verre et l'Etat. La construction des inégalités de genre dans la fonction publique*. Malakoff, Armand Colin, 2017– 2018, n°154, 13.000 signes

12. Pour la Revue internationale de politique comparée (2011, n°4), note critique : « Le "mariage gay" entre mobilisations collectives et politiques publiques » : David

Paternotte, *Revendiquer le « mariage gay » : Belgique, France, Espagne*. Éditions de l'Université de Bruxelles, 2010, 216 p. – 18.000 signes

13. Pour *Politique européenne* (2013, n°42), lecture croisée de : Frédéric Mérand, Julien Weisbein, *Introduction à l'Union européenne. Institutions, politique et société*, De Boeck, Bruxelles, 2011, 263 p. et de Olivier Costa, Nathalie Brack, *Le fonctionnement de l'Union européenne*, Éditions de l'Université de Bruxelles, 2011 – 16.000 signes

14. Travail en cours : pour *Travail, genre et sociétés* : Ioana Cîrstocea, Delphine Lacombe et Elisabeth Marteu (dir.), *La globalisation du genre. Mobilisations, cadres d'actions, savoirs*. 2018, Presses universitaires de Rennes.

15. Travail en cours : pour *Métropolitiques* : lecture croisée de : Elisa Herman, *Lutter contre les violences conjugales. Féminisme, travail social, politique publique*, Presses universitaires de Rennes, 2016 et Pauline Delage, *Violences conjugales : du combat féministe à la cause publique*, Paris : Presses de Sciences Po, 2017, pour un dossier intitulé « Espaces non mixtes : l'entre soi comme instrument de lutte contre les inégalités? ».

COMMUNICATIONS

Colloques, conférences, congrès et journées d'étude

1. « Measuring the outputs of violence against women policy at multiple levels : a focus on the implementation and evaluation of training programs », avec Pauline Delage, journée d'étude « **Does Policy Implementation in Gender Equality Policy Matter in France: A Cross Sectoral Approach** », Paris, 15 octobre 2018.
2. « L'institutionnalisation ambivalente de la lutte contre les discriminations liées au genre », Colloque « Le rôle des villes dans la lutte contre les discriminations », Bordeaux, 23 et 24 avril 2018.
3. « Les formations à la lutte contre les violences faites aux femmes : enjeux professionnels de la diffusion d'un instrument de déssectorisation de l'action publique », **Journées d'étude « Franchir les frontières bureaucratiques. Acteurs et ressorts des débordements sectoriels dans l'action publique »**, Lille, 4 et 5 avril 2018.
4. « Femmes sans-domicile et précarité : entre invisibilité et prise en charge institutionnelle », avec Marie Loison, **université d'été « Les nouvelles figures du social. Concepts et professions »**, Paris, 4 juillet 2016.
5. « L'égalité entre les sexes et les collectivités territoriales : présentation du contexte », **Colloque « Le droit à la non-discrimination et les collectivités territoriales »**, Paris, 29 et 30 juin 2016.
6. « Les maisons départementales des personnes handicapées face à la crise : contraintes productives et accommodements organisationnels et professionnels », **16^{ème} Journées internationales de sociologie du travail (JIST)**, Athènes, 11-13 mai 2016.

7. « Gendering employment policies in France and Germany: the relevance of a cognitive analysis of the implementation process », **European consortium for political research (ECPR) Joint sessions**, Pise, 25-28 avril 2016.
8. « La politique d'égalité des sexes de l'UE : portée et limite de l'égalité par le marché », **Colloque « L'Union européenne face aux inégalités sociales »**, Paris, 12 et 13 avril 2016.
9. « Du *gender mainstreaming* communautaire à sa mise en œuvre dans les politiques d'emploi à Berlin et en Seine-Saint-Denis : les tribulations de l'objectif d'égalité entre les sexes », **Colloque « Le genre de l'intégration européenne »**, Paris, 19 et 20 novembre 2015.
10. « Donner corps aux catégories administratives. Regards croisés sur le travail des professionnel.le.s dans quatre maisons départementales des personnes handicapées », **Colloque « Quel anniversaire pour les personnes handicapées ? Un bilan comparé, dix ans après »**, Paris, 8 et 9 octobre 2015.
11. « Une nouvelle gouvernance des politiques du handicap ? Que reste-t-il des droits sociaux dans les maisons départementales des personnes handicapées ? », **13^{ème} congrès de l'Association Française de Science Politique**, au sein de la section thématique « Changements dans la gouvernance des politiques sociales et dynamique du pacte démocratique en Europe », Aix en Provence, 22 juin 2015.
12. « Femmes sans domicile et violences de genre : trajectoires et dispositifs institutionnels », avec Marie Loison, **journée d'étude sur « Femmes et hommes face à la précarité résidentielle »** à l'INED, 13 mars 2015.
13. « "Mettre l'usager au cœur du dispositif" ? Regards croisés sur quatre maisons départementales des personnes handicapées », **journée d'étude autour du numéro de *Terrains et travaux* « Politiques du handicap »**, Paris, Science Po, 27 janvier 2014.
14. « Évaluer les situations et les conséquences du handicap : pratiques et enjeux de l'interdisciplinarité en MDPH », **journée d'étude inter-laboratoires « La fabrique des droits sociaux individualisés »** (CNAM - CERAL - IDHE - PRINTEMPS), CNAM, 3 décembre 2012.
15. « Études de genre et *disability studies* en France : regards croisés », **journée d'étude du GT handicap(s) « Comprendre et dire le handicap - la légitimité du chercheur en questions »**, MSH Paris Nord, 28 septembre 2012.
16. « L'État des droits des personnes handicapées entre contraintes et ressources institutionnelles : une approche comparée », **colloque « L'État des droits : pratiques des droits dans l'action publique »**, Centre de recherche sur l'action locale (CERAL), Université Paris 13 et Centre d'études européennes de Sciences Po (CEE) ; 25 - 26 juin 2012.
17. « Entre injonctions communautaires et dynamiques locales : genre et égalité dans les politiques de l'emploi à Berlin et en Seine-Saint-Denis », **colloque international « Société civile et européanisation / internationalisation des politiques sociales »**, université de Nancy 2, 27 - 28 octobre 2011.
18. « Les intermédiaires de l'emploi face au tournant managérial des politiques d'emploi en France et en Allemagne : "insérer sous contraintes" », **11^{ème} congrès**

- de l'Association Française de Science Politique**, au sein de la section thématique « La managérialisation de l'État social », Strasbourg, 31 août - 2 septembre 2011.
19. « Intégrer l'égalité entre les femmes et les hommes dans la mise en œuvre des politiques de l'emploi : un objectif "transversal" face à la mise en chiffres des politiques de l'emploi », **4^{ème} congrès international des associations francophones de science politique**, Bruxelles, 20 - 22 avril 2011.
 20. « Gendering employment policy in France and Germany », seconde conférence européenne sur genre et politique (**Second European Conference on Politics and Gender**), Central European University, Budapest, 13 - 15 janvier 2011.
 21. « La difficile intégration de l'objectif de promotion de l'égalité entre hommes et femmes dans la mise en œuvre des politiques de l'emploi », **10^{ème} congrès de l'Association Française de Science Politique**, au sein de l'atelier « Genre et politiques publiques : de la découverte mutuelle au dialogue », Grenoble, 8 - 9 septembre 2009.
 22. « Le genre dans les politiques locales d'emploi : comparaison franco-allemande », **colloque international « Le genre dans les politiques locales : comparaison européenne »**, Université de Bretagne occidentale, Brest, 6 - 7 juin 2008.
 23. « Les politiques de conciliation de l'Union Européenne : dépassement ou déplacement de la dichotomie genrée public-privé ? », avec Alexandra Jönsson, **journée d'étude sur « Genre et action publique : la frontière public / privé en question »**, École doctorale de l'Institut d'Études Politiques de Paris, 8 juin 2007.
 24. « Reconciliation of family with work for French women with low qualification and income : a case study in the region Ile-de-France », **Expert meeting on gender equality in the enlarged European Union**, Institut d'histoire est-européen, université de Vienne, 20 - 21 avril 2007.
 25. « Le *gender mainstreaming* dans les projets pour l'emploi du Fonds Social Européen : un nouvel élan pour la promotion de l'égalité entre hommes et femmes ? », **colloque international « Travail, emploi, formation : quelle égalité entre les hommes et les femmes ? »** organisé par le Clersé, Université de Lille I, 23 - 24 novembre 2006.
 26. « Genre et application du concept de *gender mainstreaming* : étude de cas dans la mise en œuvre du Fonds Social Européen en Ile-de-France et à Berlin depuis 2000 », **8^{ème} congrès de l'Association Française de Science Politique**, au sein de l'atelier « Genre et actions publiques en Europe », Lyon, 14 - 16 septembre 2005.
 27. « La politique de *gender mainstreaming* de l'Union Européenne – Bilan à mi parcours dans la mise en œuvre du Fonds Social Européen en Ile-de-France et à Berlin depuis 2000 », **journée d'étude « Gender et analyse des politiques publiques »**, organisée par le groupe « Politiques publiques » de l'Association Française de Science Politique en partenariat avec le « Gender Studies Programme » du Robert Schuman Centre for Advanced Studies de l'Institut Universitaire Européen, Ecole doctorale de l'Institut d'Études Politiques de Paris, 4 juin 2005.

Séminaires de recherche

1. « L'ambivalente institutionnalisation de la promotion de l'égalité des sexes dans les collectivités territoriales françaises », Séminaire « Politiques publiques, acteur·trices privé·es » du laboratoire Printemps, USVQ, 5 mars 2021 ;
2. « Violences de genre et politique d'emploi ; retour sur l'expérience d'un Job Center berlinois », séminaire « Genre, institutions et politiques publiques » (SEGIPP), CNAM, 31 janvier 2020 ;
3. « Formes et espaces de l'institutionnalisation de la thématique du genre. Une introduction », groupe « genre, droit et discrimination » du LISE, CNAM, 4 octobre 2019 ;
4. « Les formations à la lutte contre les violences faites aux femmes : émergence d'un nouvel objectif de politique publique », Participation au séminaire « Violences fondées sur le genre. Données, santé, jeux d'échelle », à l'EHESS, dans le cadre de la séance « Données des politiques publiques », 8 juin 2018 ;
5. « L'introduction et le développement des recherches sur le genre en science politique », **groupe « genre, droit et discrimination » du LISE**, CNAM, 27 novembre 2015 ;
6. « "Favoriser l'accès à l'emploi et à la formation des femmes peu qualifiées ?" Les ambivalences de la managérialisation des dispositifs d'insertion », **séminaire inter-laboratoires « Trajectoires professionnelles et dispositifs publics en action »**, université de Paris Dauphine, 13 avril 2012 ;
7. « Femmes peu qualifiées et sans emploi en Seine-Saint-Denis : quelles perspectives d'évolution sociale ? », dans le cadre de la séance « Seine-Saint-Denis, reconversions économiques et transformations sociales » du **séminaire « La Seine-Saint-Denis »**, CEVIPOF, 3 avril 2012 ;
8. « Intégrer l'égalité entre les femmes et les hommes dans la mise en œuvre des politiques de l'emploi : un objectif "transversal" face à la managérialisation des politiques de l'emploi », **séminaire interne du CEE**, discutante : Marie-Christine Bureau, 15 février 2011 ;
9. « Entre injonctions communautaires et dynamiques locales : genre et égalité dans les politiques de l'emploi à Berlin et en Seine Saint Denis », **atelier genre du LISE**, CNAM, 28 janvier 2011 ;
10. « Entre injonctions communautaires et dynamiques locales : genre et égalité dans les politiques de l'emploi à Berlin et en Seine Saint Denis », séance sur la « circulation et pratiques du genre en Europe » du **séminaire « Le genre globalisé : cadres d'actions et mobilisations en débats »**, discutante : Rose-Marie Lagrave, EHESS, 25 janvier 2011 ;
11. « La question du genre dans les réformes des politiques de l'emploi en Allemagne », **séminaire travail, emploi et protection sociale (TEmps)**, discutante : Catherine Marry, université de Paris 1, maison des sciences économiques, 20 janvier 2011 ;
12. « La difficile intégration de l'égalité entre hommes et femmes dans la mise en œuvre des politiques de l'emploi : l'apport d'une approche cognitive », **séminaire transversal du LISE**, discutante : Léa Lima, 3 décembre 2010 ;

13. « La difficile intégration de l'objectif de promotion de l'égalité entre hommes et femmes dans la mise en œuvre des politiques de l'emploi : ce que nous apprend l'analyse des politiques publiques », **séminaire interne du CEE**, discutante : Catherine Spieser, 6 octobre 2009 ;
14. « Les politiques de conciliation de l'Union Européenne : dépassement ou déplacement de la dichotomie genrée public-privé ? », **séminaire interne du CEE**, discutante : Nathalie Morel, 24 avril 2008 ;
15. « Le *gender mainstreaming* dans la mise en œuvre du fonds social européen en Ile-de-France » dans le cadre du **séminaire interdisciplinaire « Genre(s), identité(s) de genre(s) et rapports sociaux de sexe(s) »** animé par Karine Chaland à l'**Université Marc Bloch de Strasbourg**, 14 février 2008 ;
16. « Intégrer l'objectif d'égalité entre les hommes et les femmes dans la mise en œuvre des politiques de l'emploi : les enseignements du fonds social européen et des plans locaux d'insertion pour l'emploi en Seine-Saint-Denis », **séminaire interne du CEE**, discutant : Bernard Gomel, 6 juillet 2007 ;
17. « Le *gender mainstreaming* dans les projets pour l'emploi du fonds social européen : un nouvel élan pour la promotion de l'égalité entre hommes et femmes ? », **séminaire franco-allemand de jeunes chercheurs « masculin-féminin / männlich-weiblich »** organisé par le Centre Interdisciplinaire d'Études et de Recherche sur l'Allemagne (**CIERA**), Moulin d'Andé (Normandie), 10 - 13 septembre 2006.

ANIMATION DE LA RECHERCHE

Co-organisation d'une table ronde « Pour un langage non sexiste. L'écriture inclusive en débat », avec Marie Loison-Leruste et Pascale Molinier, 6 mars 2018, avec le soutien du CERAL, de l'université Paris 13 et de USPC.

Cette table ronde pluridisciplinaire propose de débattre d'un sujet qui a fait débat dans les sphères politiques et médiatiques ainsi qu'à l'université : l'écriture inclusive.

- Intervenant·es :

- Maria Candea, linguiste, université Paris 3 - Sorbonne Nouvelle
- Jutta Hergenhan, politiste, université de Giessen
- Gaël Pasquier, sociologue, université Paris Est Créteil
- Mila Petkova, avocate

Co-organisation des journées d'étude « Penser l'action publique par le travail de ses acteurs », avec Eléonor Breton (doctorante en science politique LISE / CNAM et CESSP/ Paris 1), 16 et 17 juin 2015, CNAM, Paris – avec le soutien du LISE, du CERAL et de l'université de Paris 13.

La sociologie de l'action publique constitue désormais un sous-champ de la science politique bien institutionnalisé. Outre les approches (institutionnalistes, cognitives, socio-historiques, etc.), les objets de recherche et les perspectives d'analyse se sont diversifiés, face à différentes mutations contemporaines des politiques

publiques, telles la multiplication des échelles d'action publique et celle, corolaire, des acteurs publics, la montée en puissance de divers acteurs « privés », ou encore les réformes de « modernisation » de l'action publique et des administrations.

Cette journée propose de contribuer à enrichir l'analyse des politiques publiques en centrant l'analyse sur la question du travail de ses acteurs dans toute sa diversité. Relativement peu investie en sociologie de l'action publique, cette démarche, visant à renouveler les échelles d'analyse en tenant ensemble regards micro et macro sociologiques, nous paraît stimulante pour analyser l'action publique « en train de se faire ». Tout comme certains travaux ont proposé de s'appuyer sur une démarche ethnographique, afin de mieux saisir « l'Etat en action », ou l'« Etat au concret », cette journée a pour ambition d'enrichir notre connaissance de l'action publique et de ses évolutions en se demandant en quoi et comment l'analyse du travail des acteurs y participant peut nous aider à poser un « nouveau » regard sur ces questions.

Co-organisation du cycle de journées d'étude « La fabrique des droits sociaux individualisés » (3 septembre 2012, 8 avril 2013, 3 septembre 2013), et co-organisation de la journée du 8 avril 2013 à l'université de Paris 13, avec Léa Lima (MCF sociologie), Marie Loison (MCF sociologie), Delphine Corteel (MCF sociologie) et Charles-Eric Adam (doctorant en sociologie)

Le CERAL (Université Paris 13), l'IDHE (ENS Cachan, CNRS), le LISE (CNAM, CNRS) et le Printemps (Université Versailles-Saint Quentin, CNRS) organisent un cycle de trois journées d'étude afin d'explorer les aspects à la fois normatifs, cognitifs et politiques de la mise en œuvre des droits sociaux individualisés.

Le glissement des politiques sociales d'une approche catégorielle vers une approche individualisée des bénéficiaires a été identifié dans la littérature (Astier ; Needham ; Weller) ; l'allocation des droits et des services dans l'action sociale et médico-sociale s'éloigne de plus en plus d'un modèle universaliste et automatique pour s'établir selon des processus de négociation complexe au sein de magistratures sociales qui ont pour mission de faire (et défaire) les droits sociaux par l'examen des cas individuels. Cette transformation profonde de la conception des droits sociaux accorde une importance croissante aux activités d'évaluation et d'accompagnement des usagers dans les politiques sociales. Ce phénomène concerne de nombreuses politiques publiques : emploi et insertion, minima sociaux, handicap et santé mentale, logement, lutte contre l'exclusion, éducation, qui constituent autant de domaines d'action publique où les destinataires des politiques font l'objet d'évaluations, de délibérations et d'accompagnement de la part des *street-level-bureaucrats*, dans le cadre de relations souvent contractualisées entre les pouvoirs publics et les bénéficiaires. Il s'agit au travers ces trois journées d'étude de porter un éclairage particulier sur les formes d'expertise qui émergent à cette occasion et sur les interactions sociales (entre professionnels, entre professionnels et usagers, entre usagers) dont elles sont le support.

Organisation, avec Noémie Rapegno (doctorante en géographie), Seak-Hy Lo (doctorante en sociologie), Gildas Brégain (doctorant en histoire) et Mathilde Mus (docteure en géographie) **de la journée d'étude « Handicap et politiques publiques » à l'EHESS, le 1^{er} octobre 2013.**

GT Handicap(s) et Sociétés du programme Handicaps et Sociétés de l'EHESS, en partenariat avec le Réseau Santé et Société, organise sa 4^{ème} rencontre de jeunes chercheurs autour des politiques publiques du handicap.

Devenu enjeu de politiques publiques depuis la fin de la première guerre mondiale et l'émergence des problèmes liés aux mutilés de guerre, le handicap a gagné en visibilité sur les agendas des pouvoirs publics depuis le début des années 2000 : l'année européenne du handicap en 2003, la loi du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées adoptée par le Parlement français, ou encore la mise en place des maisons départementales des personnes handicapées (MDPH) en constituent autant de témoignages.

Il s'agira pendant cette journée de mettre en lumière les mécanismes et les jeux d'acteurs, ainsi que les normes et les discours à l'œuvre dans l'élaboration et la mise en œuvre des politiques publiques. Cette journée entend donc questionner l'action publique d'une multiplicité de points de vue, en s'intéressant à la fois aux politiques du handicap qu'aux rapports entre le handicap et une série de politiques sectorielles (comme par exemple celles du logement, de l'éducation, ou de l'emploi), en incluant dans son analyse une diversité d'acteurs (des décideurs politiques et administratifs aux *street-level-bureaucrats* (Lipsky, 1980), en examinant la diversité des séquences de politiques publiques (mise à l'agenda, décision publique, mise en œuvre), et en interrogeant l'action publique sans privilégier nécessairement le cas français.

Organisation et animation, avec Yann-Arzel Durelle-Marc (MCF en histoire du droit) **du séminaire du CERAL, sur le thème « Crises et mutations des droits sociaux »** - année universitaire 2012-2013 ; 5 séances

Si la question des droits sociaux constitue un enjeu politique, social et juridique ancien et dont les acteurs publics se sont saisis dès avant les révolutions des XVIII^e et XIX^e siècles, elle reste d'une grande actualité à plusieurs égards. D'une part, en effet, les droits sociaux, dont certains ont valeur constitutionnelle, relèvent d'enjeux forts et diversifiés dans la vie des *citoyen-ne-s ordinaires* : droits liés au travail ou attachés à la protection sanitaire et sociale, droits à l'instruction et à l'éducation, droits relatifs au logement, droits des femmes..., en constituent autant de facettes, dont chacune expérimente les implications quotidiennes. D'autre part, certains de ces droits font la Une de l'agenda politique ces dernières années, à l'instar des « droits et devoirs » des chômeurs, âprement discutés dans le cadre de la réforme des politiques de l'emploi des États-providence français et européens. Les droits des salarié-e-s font également l'objet d'importantes mobilisations sociales, médiatisées lorsque sont prises par des dirigeant-e-s d'entreprises des décisions de délocaliser leur activité ou d'y mettre fin. Leur périmètre, leur portée et leur effectivité constituent encore – plus que jamais – un point de clivage politique et idéologique important.

Organisation, avec Clémence Ledoux (MCF en science politique), **du colloque « Les frontières des inégalités : regards croisés France-Allemagne »** - 17 et 18 octobre 2012

L'enjeu de ce colloque était d'analyser les mécanismes de mise en visibilité et de dénonciation des inégalités ainsi que ceux de développement des instruments visant à lutter contre elles dans un contexte où les discours de dénonciation des inégalités sont largement présents dans les champs académiques, journalistiques, politiques et constituent l'objet de nombreuses mobilisations collectives. Comment la frontière entre différence et inégalité est-elle définie ? Comment expliquer le succès de mobilisations collectives dénonçant les inégalités et au contraire l'échec d'autres ? Pourquoi certaines

inégalités sont-elles portées au cœur des agendas politiques et d'autres restent-elles en dehors ? S'adressant aux sociologues et aux politistes, aux philosophes, aux juristes, aux économistes et aux historien-ne-s, le colloque sera organisé autour de trois principaux axes, correspondant à trois séquences de la construction des inégalités comme problème public : les usages savants et populaires de la pensée des inégalités (axe 1), les conditions de mobilisation contre les inégalités (axe 2), la façon à travers laquelle des instruments de politiques publiques sont utilisés dans le but de lutter contre les inégalités (axe 3).

Séminaire Genre, Emploi et Politiques Publiques (GEPP) avec Marie-Thérèse Letablier (directrice de recherche au CNRS) **au Centre d'Études de l'Emploi (CEE)**

Au CEE, Marie-Thérèse Letablier et moi-même avons animé durant une année (jusqu'au départ de M.-T. Letablier du CEE) le séminaire GEPP, qui réunissait des sociologues, des économistes et des politistes. Ce séminaire visait à analyser les relations de genre dans la sphère de l'emploi, en se concentrant sur les enjeux genrés des politiques publiques.

Participation à l'atelier genre et action publique (AGAP) à l'IEP de Paris

J'ai participé depuis sa création et jusqu'à la fin de cet atelier à un travail collectif réunissant des doctorant·es et jeunes docteur·es en science politique et en sociologie de l'IEP de Paris, de l'université de Paris 1 et de l'EHESS notamment. Cet atelier avait pour but d'étudier la question du genre dans l'action publique, entendue dans un sens large (politiques publiques, action collective). Cet atelier réunissait tous les trois mois ses membres pour discuter de productions individuelles et collectives, et des travaux récents de chercheurs et chercheuses confirmés dans ce domaine.

ACTIVITÉS DE RECHERCHE DIVERSES

Co-organisation, depuis septembre 2020, du séminaire général du LISE avec Maxime Quijoux.

Co-organisation, depuis septembre 2019, du séminaire « Genre, institutions et politiques publiques » (SEGIPP), avec Anne Eydoux, Rachel Silvera, Frédérique Pigeyre, Aurore Lambert et Ariane Pailhé.

Participation au groupe de travail « Violences de genre et accès à l'emploi », sous la direction de Séverine Lemièrre et Iman Karzabi, dans le cadre de l'observatoire régional des violences faites aux femmes (septembre 2014 – juin 2016).

Participation au groupe de travail « Genre et politiques publiques » (GEPP), OFCE, coordination : Françoise Milewski (2013 – 2015).

Membre de l'axe « Genre, droit discrimination » du LISE / CNAM (depuis 2010) animé par Arnaud Lechevalier, Marie Mercat-Bruno et Ferruccio Ricciardi.

Membre de l'axe « politiques et action sociales » (PAS) du LISE / CNAM (de 2012 à 2019), animé par Anne Petiau et Sylvie Rouxel.

Discutante de travaux de collègues dans des séminaires ou des colloques

- Séminaire PAS (politiques et action sociales) du **Lise** / CNAM, Paris, 10 janvier 2019, intervention de Nadia Okbani : « L'institutionnalisation de l'évaluation dans une organisation, enjeux, pratiques, usages : Le cas d'une Caisse d'allocations familiales ».
- Journée d'étude sur la mise en œuvre des politiques d'égalité des sexes, dans le cadre du **projet GEPP (« gender equality policies in practice »)** au **LIEPP** (laboratoire interdisciplinaire d'évaluation des politiques publiques), Paris, 15 octobre 2018 : intervention de Clémence Ledoux et Annie Dussuet, « Implementing the French Elderly Care allowance APA »
- Séminaire PAS (politiques et action sociales) du **Lise** / CNAM, Paris, 24 mai 2018, « territoires et publics dans les politiques sociales » : intervention d'Anne Petiau et de Marie Loison-Leruste « Le partenariat entre les professionnelles du médical et du social pour l'accompagnement des personnes sans-abri sur un territoire parisien : entre coopération et concurrence »
- 16èmes Journées Internationales de Sociologie du Travail (**JIST**), Athènes, 13 mai 2016 : 4 communications de la session « Redéfinition des acteurs et des structures de politiques publiques » (axe "Les travailleurs des services publics dans la crise : redéfinitions, tensions et segmentations")
- Séminaire des doctorant-es du LISE : Emmanuel Loustalot, document de travail en lien avec la thèse sur l'organisation des aides humaines des personnes en situation de handicap nécessitant un accompagnement constant, 13 mai 2013.
- Séminaire des doctorant-es du LISE : Cathy Bousquet, « Les rapports de genre dans la construction et l'évolution du travail social », 16 décembre 2013.

RESPONSABILITÉS SCIENTIFIQUES DIVERSES – RÉGULIÈRES OU OCCASIONNELLES

Évaluatrice pour des revues

Membre du comité de rédaction des *Cahiers du genre* (depuis 2018)

Évaluation d'articles pour : *Politique européenne* (2013, 2017), *Revue française des affaires sociales* (2016), *Socio-économie du travail* (2017), *ALTER* (2018), *Autrepart* (2018), *Recherches féministes* (2019), pour la collection des cahiers de l'INED (2016).

Activités d'évaluation de la recherche et de l'enseignement

Évaluatrice d'un dossier de candidature à une bourse post-doctorale « Fernand Braudel » (2013)

Évaluatrice de dossiers de candidature à une bourse post-doctorale de la FRS (fonds de la recherche scientifique)-FNRS (Belgique) (2016, 2019)

Évaluatrice, pour l'Université franco-allemande (UFA), de cursus binationaux de formation en science politique (licences et masters, formation initiale et continue) (2016, 2017, 2020)

Évaluatrice pour une bourse doctorale dans le cadre du Labex TEPSIS (2018)

Membre du comité de lecture du Réseau Thématique 6 (Protection sociale, politiques sociales et solidarités) de l'Association Française de Sociologie (AFS) depuis 2015

Membre du comité scientifique du colloque des doctorant·es de l'université de Paris 13 (septembre 2015) et du jury de suivi des thèses en cours lors des journées des doctorant·es du CERAL (juin 2015, juin 2016)

Participation à des comités de sélection (COS) pour le recrutement d'un poste de maître-sse de conférence

Université Paris 13 – IUT de Bobigny, poste fléché « politiques sociales, territoriales, participation démocratique, sociologie du monde associatif », printemps 2019 ; vice-présidente du COS (participation à la constitution du COS).

Université Paris 8 – Vincennes – Saint-Denis, poste fléché « genre et politiques locales » ; sélection des dossiers le 4 mai 2016 et audition des candidat·es le 17 mai 2016.

Université Paris 12 – Créteil, poste fléché « politiques publiques » ; sélection des dossiers le 21 novembre 2013 et audition des candidat·es le 6 décembre 2013.

Autres responsabilités scientifiques

Membre du jury des bourses de recherche sur les études de genre de la Mairie de Paris (depuis 2019)

Correspondante pour l'IDSPS à l'institut du genre (groupement d'intérêt scientifique)

RESPONSABILITÉS PROFESSIONNELLES

Membre du Conseil de laboratoire du CERAL, puis de l'IDPS – université de Paris 13, depuis 2012

Membre du Conseil d'UFR Droit, sciences politiques et sociales – université de Paris 13, depuis 2014

FORMATIONS

Mai 2019 : Formation à l'université Paris 13 par Carmel Connell sur la « communication orale en anglais », 14 heures (2 fois 7 heures).

Avril 2019 : Formation à l'université Paris 13 par Carmel Connell sur les « techniques de rédaction scientifique en anglais », 14 heures (2 fois 7 heures).

2017 : Formation « Média training », par le groupe Egae, d'égal à égal, Les expertes, Paris, 21 décembre.

2015-2017 : Participation à deux matinées de formations à la pédagogie universitaire organisées par l'USPC (SAPIENS).

BOURSES ET SÉJOURS DE RECHERCHE À L'ÉTRANGER + PRIX

- Février 2020 Prix de l'écrit social Article 2019 de l'ARIFTS (Association régionale pour l'institut de formation en travail social) des Pays de la Loire, pour l'article paru dans *Déviance et Société*
- Avril 2009 Séjour de recherche de trois semaines à Berlin
Obtention d'une **bourse « Aires Culturelles » du Ministère de la Recherche**
- Septembre 2007 Séjour de recherche de trois semaines à Berlin
Obtention d'une **bourse du Centre Interdisciplinaire d'Études et de Recherches sur l'Allemagne (CIERA)**
- Octobre 2006 Séjour de recherche d'un mois à Berlin
Obtention d'une **bourse « court séjour » du Centre Marc Bloch de Berlin**

ENSEIGNEMENTS ET RESPONSABILITÉS PÉDAGOGIQUES

Maitresse de conférences en science politique à l'université de Paris 13, Sorbonne Paris Cité, à l'UFR de Droit, Sciences Politiques et Sociales (DSPS)

Service d'enseignement pour l'année 2018-2019 (temps plein)

- « Analyse de l'action publique » (CM, 33h), Licence 3 de science politique
- « Transformations contemporaines des politiques publiques » (TD, 15h), Master 1 Politique et Action publique.
- « Politiques de lutte contre l'exclusion et les discriminations » (CM, 21h), Master 2 Conduire et évaluer les politiques publiques
- « Politiques sociales » (CM, 21h), Master 1 Politique et action publique
- « Politiques sociales » (TD, 13,5h), Master 1 Politique et action publique
- « Sociologie du genre » (CM, 33h), Licence 3 de science politique

Responsabilités pédagogiques

- **Responsable**, avec Marie Loison, MCF en sociologie, **du Master 1 Politique et action publique (PAP)**
- Encadrement de mémoires d'étudiant-es du Master 2 Conduire et évaluer les politiques publiques (CEPP) et du Master 1 Politique et action publique (PAP)
- Membre de jury de mémoires du M2 CEPP, du M1 PAP et de la licence 3 science politique
- Participation au **recrutement des ATER** en section 04 pour l'UFR

Activités d'enseignement antérieures

Enseignements généraux de science politique / sciences sociales

- TD d'**introduction à la science politique** en licence 1 de droit et d'AES ; 15h chaque année [Faculté de sciences juridiques, politiques et sociales de l'**université de Lille 2 – 2008- 2009, 2009-2010**]

- Enseignement d'ouverture sur **la Commune de Paris** axé sur des éléments de **méthodologie**, licence 1 ; 8h ou 16h selon les années [IEP de Paris – Premier cycle de Paris – 2005, 2006, 2007]

Enseignements généraux sur les politiques publiques, l'Union européenne, les collectivités territoriales

- CM de « **politiques publiques** » en Master 1 de science politique ; 33h [Département de science politique de l'**université de Paris 8** - Vincennes - Saint-Denis - 2007-2008]
- TD de « science politique approfondie » : **politiques publiques européennes**, licence 2 de droit ; 15h [Faculté DSPS - Paris 13 – 2010-2011]
- CM de « **Politiques d'intégration européenne** » (30h), Master 1 « Relations et échanges internationaux » ; 30h [Faculté DSPS - Paris 13 – 2012-2013, 2013-2014, 2014-2015]
- Enseignement, assuré avec Marie-Thérèse Letablier, dans le cadre du diplôme inter-universitaire « Conseiller-e référent-e en égalité femmes-hommes » : « **Du global au local : de l'Europe aux collectivités territoriales – L'exemple de la charte européenne de l'égalité et du Fonds Social Européen** », formation continue pour adultes ; 3h [Universités Pierre et Marie Curie et La Sorbonne Nouvelle – 2009-2010, 2010-2011, 2011-2012, 2012-2013]

Enseignements de méthodologie

- TD de « **Professionnalisation et recherche de stage** » (15h), Master 1 Politique et action publique [Faculté DSPS - Paris 13 – 2015-2016]

Enseignements sur les politiques sociales

- CM de « **Politiques du handicap** », licence 1 AES ; 15h [Faculté DSPS - Paris 13 - et Institut Régional de Travail Social (**IRTS**) de Neuilly-sur-Marne – 2012]
- TD de « **Politiques publiques et travail social** », licence 1 AES ; 15h [Faculté de droit, sciences politiques et sociales de l'université de Paris 13 - Villetaneuse et Institut Régional de Travail Social (**IRTS**) de Neuilly-sur-Marne - 2010]
- CM de « **Politiques de lutte contre les exclusions et les discriminations** », Master 2 professionnel « conduire et évaluer les politiques publiques », cours de 21h pour des étudiant·es en formation initiale et de 30h pour des étudiant·es en apprentissage [Faculté DSPS - Paris 13 – 2010-2011, 2011-2012]
- Séance de TD « **Genre et politiques publiques, comparaisons européennes** » du séminaire de recherche « Genre, travail et ressources humaines » dans le cadre du Master 2 « Sciences du travail, ressources humaines et sociologie », (avec Olivier Giraud) ; 3h [**Conservatoire National des Arts et Métiers** – 2012 et 2013]

Enseignements sur le genre et les mobilisations collectives

- Cours séminaire « **Genre, féminismes et action publique** », licence 1 ; 24h [IEP de Paris – Cycle ibéro-américain de Poitiers - 2011]

- Enseignement d'ouverture « **Genre et politique – Regards croisés Europe / Amérique latine** », en collaboration avec Delphine Lacombe, licence 1 et 2 ; 28h [Sciences Po Paris – Cycle ibéro-américain de Poitiers – 2005]

Autres activités pédagogiques

- Membre du jury de soutenance du mémoire de Master 2 « Genre, politique et sexualité » de Gwenaëlle Madec, étudiante à l'EHESS, « Promoteurs de la RSE et égalité professionnelle. Monographie d'un club d'entreprises », (sous la direction de Laure Bereni), 16 septembre 2013 ;
- Membre du jury de soutenance du mémoire de Master 2 « Etudes sur le genre » de Louise Ricaud, étudiante à l'EHESS, « L'institutionnalisation de la cause des femmes dans les services déconcentrés de l'Etat en Ile-de-France – DRDFE et DDDFE : étude d'institutions marginales de l'espace de la cause des femmes », (sous la direction de Laure Bereni), 25 juin 2020 ;
- Membre du jury de soutenance du mémoire de Master 2 « Etudes sur le genre » de Linda Sehili, étudiante à l'EHESS, « Quelle exemplarité pour l'État employeur en matière de lutte contre le harcèlement sexuel ? Une étude localisée de la prise en charge des victimes par les RH et les syndicats » (sous la direction de Sophie Pochic), 26 août 2020 ;
- Suivi du mémoire de Master 2 de Grace Nadia Kone, étudiante en formation continue au CNAM, sur le thème de l'intersectionnalité dans les associations de prise en charge de femmes victimes de violences conjugales, 2017-2018.
- Suivi du mémoire de Master 1 de Ali Yatebere, étudiant en formation continue au CNAM, sur le thème des facteurs de risque de pauvreté, année 2020.

VALORISATION DE LA RECHERCHE HORS DU CHAMP ACADÉMIQUE

Interventions télévisuelle et radiophoniques

1. 5 février 2017 : Participation au débat « L'égalité hommes-femmes, la route est encore longue » dans le cadre de l'émission « **Un monde en doc** », animée par Nora Hamadi, avec Laurence Rossignol, ministre des familles, de l'enfance et des droits des femmes, et Laurence Parisot, ex-présidente du MEDEF, sur la chaîne **Public Sénat** ;
2. 24 avril 2012 : participation à l'émission de radio « **En Quête d'Europe** » sur Euradionantes, titre de l'émission « L'égalité entre les femmes et les hommes : impulsion européenne et mise en œuvre locale » - diffusion jeudi 10 mai à 20h ;
3. Janvier 2007 : Interview sur « Les femmes et le travail », à l'émission « **Les oreilles loin du Front** », sur « Fréquence Paris Plurielle ».

Interventions auprès de professionnel·les de l'emploi et de l'insertion, ou de professionnel·les de l'action publique, d'élu·es, de syndicalistes, de militantes associatives

1. 13 février 2020 : Intervention sur les politiques de promotion de l'égalité de genre pour la mission égalité de la ville de Nantes. Séminaire de 2 heures pour les salarié·es de cette mission.

2. 12 avril 2019 : Intervention sur « les effets de la politique européenne d'égalité des sexes au niveau local », dans le cadre d'une formation organisée par les associations « Réussir l'égalité hommes-femmes » et la Coordination française du lobby européen des femmes (CLEF) sur l'Europe, Paris, mairie du 14^{ème} arrondissement ;
3. 16 octobre 2018 : Intervention dans le cadre d'une journée d'étude organisée par la **Société Française d'Évaluation (SFE)**, consacrée à « L'évaluation des politiques publiques au service de l'égalité réelle entre femmes et hommes – retour d'expériences et pistes d'outillage », Paris ;
4. 24 mai 2016 : « Le protocole spécialisé dans l'insertion professionnelle des femmes victimes de violences d'un Job Center de Berlin », Intervention au Conseil régional d'Île-de-France, dans le cadre de la **9ème rencontre de l'Observatoire régional des violences faites aux femmes**, sur le thème « Améliorer l'accès et le maintien en emploi des femmes victimes de violences » ;
5. 10 juin 2015 : Intervention sur le thème « Les politiques publiques pour l'égalité professionnelle : une analyse comparative France-Allemagne », dans le cadre d'une **formation auprès de militants et militantes syndicales** dans le cadre des formations proposées par l'Institut des sciences sociales du travail (ISST) ;
6. 4 avril 2014 : Participation à la **table ronde « Métiers d'hommes, métiers de femmes ? Ouvrons le champ des possibles ! »** organisée par le conseil général de l'Essonne ;
7. 10 octobre 2013 : Participation à la **table ronde sur « L'accès à l'emploi des jeunes femmes précaires »**, sur le thème des freins à la prise en compte des questions de genre par les intermédiaires de l'emploi ; organisée par l'association Une femme un toit / FIT ; Paris, Mairie du 3^{ème} arrondissement ;
8. 14 juin 2013 : Intervention dans la **journée technique organisée par Europlie** (réseau de plans locaux d'insertion pour l'emploi), sur le thème de l'égalité entre les sexes dans les PLIE ; Marseille ;
9. 11 janvier 2013 : Intervention aux **Assises nationales du CNIDFF « Genre, précarité, solidarités »**, sur le thème des problématiques féministes dans les politiques d'emploi ; Paris, Sénat ;
10. 6 décembre 2012 : Intervention dans le **colloque « Égalité entre les femmes et les hommes : territoires et décentralisation »**, organisé par le Conseil général des Côtes d'Armor, Binic ;
11. 24 mai 2011 : Intervention dans le cadre de la **journée d'étude sur l'égalité professionnelle dans l'orientation et l'insertion**, intervention auprès de professionnels du département de l'Essonne des secteurs de l'insertion sociale et professionnelle, de l'orientation, de l'éducation et de la formation ;
12. 14 octobre 2010 : Participation à la table ronde « favoriser l'égalité femmes – hommes » dans le cadre du **séminaire « rencontre des acteurs des fonds européens – actualité et perspectives en Île-de-France »** consacré aux fonds structurels en Île-de-France et organisé par la préfecture d'Île-de-France.

Interventions auprès d'étudiant·es sur les inégalités professionnelles ou sur le handicap

1. 28 février 2019 : Intervention pour des étudiant·es de sociologie de l'Université de Nantes dans le cadre de la semaine internationale de la sociologie, consacrée en 2019 à l'Allemagne : « Politiques de l'emploi et modèle allemand du travail au prisme du genre »
2. 11 juin 2015 : Intervention sur le thème « Les Maisons départementales des personnes handicapées : des « guichets uniques » à entrées multiples », auprès d'étudiant·es de l'Ecole des Hautes Etudes en Santé Publique (EHESP) ;
3. 14 juin 2012 : Intervention sur la place de l'objectif d'égalité entre les sexes dans les politiques d'insertion professionnelle, dans le cours de Mohamed Madoui au CNAM, auprès d'étudiant·es de Master 1 ;
4. 5 avril 2012 : Intervention sur la méthodologie de recherche du projet de recherche « Les maisons départementales du handicap : un "guichet unique" à entrées multiples » dans le cadre du cours de Master 2 « Méthodes de l'évaluation, outils, professionnalisation » assuré par Maïa Fansten à l'université de Paris – Descartes ;
5. 27 mars 2009 : Intervention sur les enjeux de l'égalité professionnelle dans le cadre d'un atelier à destination d'étudiant·es en Master Pro d'économie, université de Paris I - Panthéon-Sorbonne ;
6. 25 mars 2008 : Intervention sur les inégalités entre les sexes dans l'emploi dans le cadre d'une table ronde sur le choix des métiers organisée par la mission égalité filles-garçons, université de Cergy-Pontoise.